

## TRANSITION DÉMOCRATIQUE

# Oui, nous pouvons réussir la nôtre !

**L**es élections législatives d'avril 2012 vont être décisives pour l'avenir politique de l'Algérie. Et il ne s'agit pas là d'un slogan de réclame comme on est habitué chez nous à en entendre quotidiennement !

Nous aurons là, en effet, les élections législatives les plus importantes de l'Algérie contemporaine. C'est la future Assemblée nationale qui va «travailler» le texte de la future Constitution du pays, dont tous les Algériens attendent qu'elle marque la naissance de la deuxième République algérienne et dont on espère cette fois-ci qu'elle sera réellement démocratique et populaire. Il s'agit donc là de l'élection d'une Assemblée constituante qui ne veut pas dire son nom. Qui seront les députés élus qui auront ce lourd mandat et cette grande responsabilité ? Une chose est certaine : il est impératif que ce soient des députés réellement choisis par le peuple et véritablement élus dans la transparence.

Pour que cette exigence soit respectée, il est tout à fait évident que l'appareil d'Etat qui sera en charge d'organiser cette consultation populaire, historique s'il en est, ne soit d'aucune manière un appareil partisan, ni un appareil obéissant à quelque obédience que ce soit. Nous savons tous ce que sont devenues les lois si importantes et si décisives pour la configuration de notre futur système politique quand elles ont été soumises à l'appréciation d'une APN monocouleur. Nul n'ignore que le gouvernement actuel ne remplit pas les conditions de neutralité indispensables à des élections réussies. Un chef de gouvernement, secrétaire général du RND, parti politique compétiteur et qui vise bien évidemment à avoir la meilleure place possible dans la future Assemblée. Des ministres FLN tout aussi candidats et chargés de faire gagner leur parti. Des ministres MSP qui ne sont pas en reste et qui sont animés de la même ambition d'être sur le

podium lors des futures élections si «les choses restent en l'Etat». On voit bien que la fameuse «Alliance présidentielle» s'en donnera à cœur joie et nous fera, au mieux, rester sur place. Les dés seront alors pipés et nous aurons une nouvelle fois à vérifier le fameux principe qui veut que «celui qui a le pouvoir fera tout pour le garder». Alors élections législatives, réformes constitutionnelles et nouvelle république ne seront que déception et colère populaires.

La seconde condition à remplir pour que ces élections législatives soient un événement marquant dans la vie politique nationale (bien difficile pour les acteurs politiques, tout le monde en convient aisément) est que les partis politiques, et surtout ceux qui ont des idées, des programmes, des visions pour l'Algérie, soient de la bataille. Il ne s'agit pas là de cautionner quoi que ce soit, ni quiconque mais bien de prendre le peuple algérien à témoin (oui une nouvelle fois !) et de laisser une nouvelle empreinte dans l'histoire politique de ce pays. Et puis, il y a tout le travail d'échanges, de débats avec les Algériens que permet cette élection qu'il serait bien regrettable de rater. Ce rendez-vous est si important pour l'avenir de l'Algérie, il est si crucial pour la jeunesse algérienne. Les batailles perdues sont d'abord celles qu'on refuse de mener. Le potentiel économique est là, le courage et l'esprit bâtisseur du peuple algérien sont là, les ressources financières aussi : il suffit à présent d'allumer toutes ces mèches pour que les réacteurs se mettent en branle et que l'avion Algérie décolle. Allumer ces mèches, c'est se décider enfin à doter l'Algérie du système politique qu'elle mérite, du système politique qu'elle attend. Personnellement, je ne veux pas croire que des «décideurs», nombreux, dont la vie, pas seulement politique, est tellement liée à ce pays, à ce peuple et à son histoire, laisseront gâcher un tel

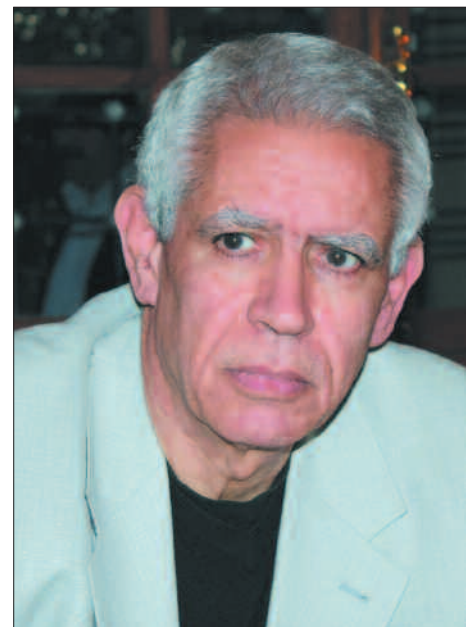
moment si lourd d'espoir pour l'Algérie et les Algériens. Un rêve fou ? Peut-être, mais j'ai envie de faire ce rêve et j'ai surtout envie qu'on puisse, tous ensemble, faire un pied-de-nez à tous ces cassandres et à tous ceux qui se réjouissent depuis maintenant plus de vingt ans des malheurs qui nous frappent. Les Algériens vont se remettre debout, ils vont revenir dans l'histoire de ce XXI<sup>e</sup> siècle que les «peuples arabes sont en train d'écrire pour une grande part. Et s'il faut un coup de pied dans la fourmilière, pourquoi pas !

Il nous faut comprendre une fois pour toutes que l'ère du bonapartisme est finie, que l'Etat moderne n'est pas l'Etat tuteur, donneur d'ordre et contrôleur du peuple. L'Etat moderne est l'Etat qui s'appuie sur le peuple, qui est en symbiose avec les attentes de son peuple.

Un chef d'Etat qui n'a pas comme principal allié le peuple organisé dans une société civile vivante, active et dynamique est un chef d'Etat bien fragile. Et les exemples sont de plus en plus nombreux de chefs d'Etat renversés car en rupture avec leur peuple : Irak, Tunisie, Libye, Yémen, actuellement Syrie.

Le remède à tout cela ? La démocratie. Une démocratie construite en tenant compte des particularités de la société et non pas importée clés en main et greffée. Ces précisions ne doivent en aucun cas justifier un nouveau report de la transition démocratique que nous attendons tous. Et c'est T. Jefferson qui rappelait que «le remède à une démocratie malade, c'est encore plus de démocratie».

Il est vrai que l'Algérie, sous l'injonction d'aucun donneur de leçon ni la menace de quelque puissance que ce soit, a connu une expérience d'ouverture politique qui a tourné au drame. Mauvaise évaluation et mauvais agencement du processus ? Impréparation de la société ? Trop lourde dégradation



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

de la situation politique et sociale accumulée déjà depuis plus d'une décennie ? Il y a, bien sûr, de tout cela dans l'explication de la tragédie. Bref, la période de la tragédie nationale a incontestablement laissé des traces profondes. Mais ceux qui sont aujourd'hui aux affaires ont-ils pour autant le droit de dénier au peuple algérien sa soif de démocratie, son besoin d'oxygène, son envie de mettre son énergie au service d'un pays qu'il aime tant (rappelons-nous les belles images que ce peuple, que cette jeunesse nous ont offertes par la magie du football).

Alors, allons-y, même si nous devons rester vigilants. Mais allons-y ! Avec du pétrole et de la démocratie, la volonté politique nous sortira de l'économie rentière.

A. B.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com  
hlaalam@gmail.com



## L'Algérie détient une arme terrible !

Grogne des commerçants de la friperie. Une délégation de leurs représentants s'est vu refuser l'accès au ministère du Commerce.

Tenue correcte exigée !

Oui ! Il faudra bien que l'on en fasse l'aveu tôt ou tard. Plus bouch'kara que jamais, moi, je balance tout aujourd'hui : l'Algérie possède une arme terrible. Un accélérateur de particules... administratives. Ne cherchez pas dans vos livres, dans vos archives ou dans internet. Vous ne trouverez nulle part trace de cette arme au pouvoir et aux effets incroyables. L'accélérateur de particules administratives constituait, jusqu'à récemment, un secret jalousement gardé dans un coin reculé du Palais. Mais les murs les plus épais finissent un jour par suinter, par transpirer les machins secrets qu'ils sont censés cacher aux yeux du monde. Et, là, nous venons d'être démasqués ! Par la faute du ministre de l'intérieur du système, Daho Ould Kablia. Sans précaution aucune, sans tenir compte du secret-défense, sans penser aux techniciens en charge de l'accélérateur de particules administratives ni à leurs familles, le premier policier du pays a révélé avoir donné ordre à l'administration d'accélérer la procédure d'étude et d'agrément de plusieurs nouveaux partis politiques. Ce qui, en clair, pour les initiés de la chose, ceux qui étaient au parfum frelaté de l'affaire, veut dire «enclenchez la machine à accélérer les particules administratives !». Depuis, et ça a été confirmé par des sources autorisées à couler le pays, l'accéléra-

teur de particules administratives fonctionne à pleins tubes. Il avale les dossiers des demandeurs par un horrible orifice frontal et régurgite quelques instants après un agrément par un autre orifice encore plus horrible que le premier, situé celui-là à l'arrière de l'accélérateur. Cette opération se déroule sans bruit notable, l'accélérateur de particules ayant été doté par ses concepteurs d'un dispositif d'atténuation du vacarme ambiant. Une sorte de silencieux qui fait ressembler l'accélérateur à un chat qui ronronne doucement. Ce qui nous change grandement du ralentisseur de particules administratives. Ah ! Je vois à vos yeux soudain ronds d'étonnement incrédule que je ne vous avais pas parlé jusque-là du ralentisseur de particules. Mea-culpa ! Mea-culpa ! Mea-culpa ! En fait, le ralentisseur de particules est, lui aussi, hébergé dans une aile discrète du château. Une aile opposée. Il est antérieur à l'accélérateur. Et sa fonction, vous vous en seriez douté sans moi, c'est de faire l'inverse du boulot de l'accélérateur. Vous introduisez un dossier d'agrément de parti par un orifice frontal, et au bout d'un temps hyper-long, un temps presque infini, il ne sort rien du tout de l'autre orifice, celui situé à l'arrière du ralentisseur de particules. Une merveille de technologie ! Et à la limite, devant ces bijoux de famille que sont l'accélérateur et le ralentisseur de particules administratives, je comprends un peu Daho Ould Kablia qui, emporté par son enthousiasme et sa fierté de disposer de tout cet arsenal, s'est laissé aller à en révéler l'existence. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.